

20231206 Mediacités-Lille

<https://www.mediacites.fr/reportage/lille/2023/12/06/face-a-la-detresse-des-mineurs-isoles-de-lille-sud-linaction-coupable-des-pouvoirs-publics/>

Face à la détresse des mineurs isolés de Lille Sud, l'inaction coupable des pouvoirs publics

Soixante-quinze jeunes migrants vivent dans des conditions délétères dans le camp de Lille Sud. Ni majeurs, ni reconnus comme mineurs par l'État, ils ne sont pas pris en charge par l'aide sociale à l'enfance. Une solution provisoire se dessine toutefois grâce à l'association Utopia 56 et aux paroisses de la métropole.



A Lille-Sud, quelque soixante-quinze mineurs non-accompagnés vivent les uns sur les autres dans un camp situé en contrebas du Centre Social et Culturel Lazare Garreau, face au Grand Sud. Photo : Léa Fournier

Sous une immense bâche bleue parsemée de trous, une quarantaine de toiles de tentes s'amoncèlent. Par chance, il ne pleut pas ce mercredi de la fin du mois de novembre. Lors de la tempête, quelques semaines auparavant, la bâche avait été arrachée par le vent. Pour circuler en évitant la boue, des palettes de bois ont été installées au milieu des habitations de fortune.

Imran, 16 ans, évolue sans effort sur ce chemin branlant. Il est désormais habitué à ce mode de vie fragile. Il vient du Bangladesh et vit ici depuis trois mois. Le garçon dézippe la fermeture de sa tente. Il explique, en anglais : « À l'intérieur, la nuit, il fait très froid. Quand il pleut, tout est humide : la couverture et l'oreiller. C'est impossible de dormir. »

De plus en plus de jeunes exilés

Environ soixante-quinze mineurs non-accompagnés vivent les uns sur les autres dans ce camp situé en contrebas du centre social et culturel Lazare Garreau, face au Grand Sud. Originaires d'Afrique de l'Ouest et d'Asie du Sud, ces adolescents ont entre 15 et 17 ans. [Fin septembre, ils n'étaient qu'une quarantaine.](#)

En France, les mineurs à la rue doivent être pris en charge par l'aide sociale à l'enfance (ASE) qui dépend du Département. Pour ces jeunes exilés, la situation est pourtant différente. À leur arrivée, la procédure veut qu'ils se présentent au commissariat et qu'ils soient [mis à l'abri par les services départementaux](#), avant de faire l'objet d'une évaluation. « Elle dure environ une heure et demie. Ils doivent répondre à des questions sur leur parcours scolaire, migratoire, leur vie familiale, leurs papiers... », explique Étienne Carême, bénévole auprès de [l'association](#)

[d'aide aux personnes exilées Utopia 56](#). À l'issue de cette évaluation, ils sont étiquetés : « majeurs » ou « mineurs ».

Or, depuis trois semaines, les primo-arrivants « ne sont pas mis à l'abri, ou très partiellement » en attendant leur évaluation, se désole Étienne Carême. Ils se retrouvent ainsi dans le camp sans avoir été évalués. En outre, le Département n'a pas reconnu la minorité de ceux du camp qui ont déjà passé l'évaluation. Pas question, donc, d'assumer la responsabilité de ces jeunes et de les mettre à l'abri. Pourtant, d'après Étienne Carême, « dans 80 % des cas », après un recours de plusieurs mois et une enquête de la police aux frontières, le juge des Enfants reconnaît leur minorité. Ils passent ainsi des mois à dormir dehors « pour rien », car il n'existe pas en France de « présomption de minorité ».



Tandis que les températures chutent à l'approche de l'hiver, le nombre d'adolescents qui arrivent dans le camp de Lille-Sud continue d'augmenter. Photo : Léa Fournier

Des nuits gelées et seulement deux repas par jour

Le souhait de ces ados est simple : s'intégrer en France. « Je veux avoir une belle vie, étudier et devenir médecin. Je veux aider les gens », rêvasse Imran. D'autres voudraient travailler dans le bâtiment ou encore devenir ingénieur en plomberie. Pour le moment, Imran et ses compagnons veulent retrouver des conditions de vie décentes. Juste à l'entrée du camp, les poubelles débordent de déchets. Ici, il n'y a ni toilettes, ni douches. « Alors le matin, on se rend à l'ABEJ Solidarité [accueil de jour dans le centre de Lille, ndlr] pour se soulager, se laver en moins de dix minutes et prendre un petit déjeuner », explique Imran. Ensuite, il faut attendre le repas du soir, à 18h45 aux Restos du cœur.

Tandis que les températures chutent à l'approche de l'hiver, le nombre d'adolescents qui arrivent dans le camp continue d'augmenter. Vers 17 heures, deux jeunes hommes se présentent justement pour la première fois, avec pour seul bagage un sac à dos. La nuit va bientôt commencer à tomber. Étienne Carême cherche une tente disponible pour les abriter. « Un de vous deux peut aller dans celle-ci. Là, il y en a une autre que vous pouvez monter. Vous avez des couvertures ? Quelqu'un vous a dit qu'on allait vous en apporter ? »

« On cherche des endroits où se réchauffer, on squatte dans les centres commerciaux, dans le métro. Je connais mieux la ville que le maire »

Dix mineurs isolés logent également à la maison des jeunes d'Utopia 56. Les adolescents du camp peuvent venir s'y reposer les mercredis, jeudis et vendredis après-midi. Une douzaine

d'entre eux sont assis autour d'une grande table. Des bénévoles de l'association apprennent des notions de français à ceux qui ne parlent pas du tout la langue.

Loïc, 16 ans, Camerounais, s'est glissé sous un petit plaid rouge sur le canapé. Il n'a pas besoin de ces cours de base. En chaussettes, il tue le temps en jouant à un jeu vidéo sur son téléphone. Sans école ni occupation, les journées sont longues. « On cherche des endroits où se réchauffer, on squatte dans les centres commerciaux, dans le métro. Je connais mieux la ville que le maire », plaisante-t-il. Malgré ce sourire de façade, le garçon peine à cacher sa détresse. Pour lui, la situation est « extrêmement difficile ». « C'est invivable. J'ai des gros problèmes de sommeil, j'ai froid, je suis fatigué, j'ai des maux de tête, mal au dos. J'évite les activités physiques car je ne peux pas me laver », raconte-t-il.

En cas de démantèlement, « on n'aura nulle part où aller »

« En tant qu'être humain, j'aimerais qu'on me vienne en aide, être suivi, orienté... Juste avoir une chance de m'en sortir. » Loïc a entendu parler d'un démantèlement du camp et s'inquiète pour son futur proche. « On n'aura plus nulle part où aller... Comment on va faire ? » À cette question, personne ne semble pouvoir (vouloir ?) répondre.

Lors du dernier Conseil municipal, Arnaud Deslandes, premier adjoint à la mairie de Lille, a réaffirmé que le camp allait être évacué, sans proposer de solution. « L'hébergement d'urgence est une compétence de l'État (...) et il est absolument impensable qu'une ville se substitue à l'État », a-t-il fait valoir. Ces dernières semaines, le camp a été visité quatre fois, par la police et des huissiers. « Ils contrôlent leurs papiers, regardent le nombre de tentes, documentent, prennent des photos », explique Étienne Carême d'Utopia 56. Le démantèlement n'a pourtant pas encore eu lieu et l'association n'a « plus de nouvelles » de la mairie.

Jointe par téléphone et par mail à ce sujet, la ville de Lille n'a pas répondu à nos questions à l'heure où nous écrivons cet article, malgré de multiples relances. La préfecture, quant à elle, « ne donne pas suite à notre demande [d'interview, ndlr] ». Elle nous invite à nous tourner vers le conseil départemental, chargé de l'ASE. Mais le Département du Nord a également « décliné » cette proposition.

La semaine dernière, un gymnase de Mons-en-Barœul a été ouvert pour accueillir des familles et des majeurs isolés : il n'est pas accessible aux jeunes du camp de Lille Sud (qui ne sont pourtant pas reconnus mineurs par l'État). « Une situation ubuesque », déplore Étienne Carême.

Face au silence et au désengagement des institutions, les bénévoles d'Utopia 56 doivent se débrouiller eux-mêmes pour mettre les mineurs isolés à l'abri. « On s'est tournés vers l'Évêché », explique Étienne Carême. Après une dizaine de jours de négociations, les paroisses de la métropole ont accepté d'accueillir les adolescents du camp. Tous les jeunes quitteront le camp d'ici la fin de cette semaine. Une solution temporaire, jusqu'à la fin de la trêve hivernale.

Corrections effectuées le 7 décembre : Les mineurs du camp vont prendre leur repas du soir aux Restos du cœur et non au Secours populaire. Par ailleurs, ce sont bien les paroisses de la métropole et non de la ville de Lille qui ont accepté de les recueillir contrairement à ce qui était indiqué par erreur dans le « chapeau » de l'article.